

Oxford Business Group est confiant pour le Maroc

Dounia Mounadi
douniad@aujourd'hui.ma

Oxford Business Group (OBG) table sur une croissance du PIB du Maroc de 4,4% en 2015. Se basant sur différentes estimations, le cabinet d'intelligence économique britannique adosse ses prévisions à la production agricole qui devra repartir à la hausse, en plus de la baisse des dépenses énergétiques et l'amélioration de la balance commerciale. «Le pays a démarré l'année 2015 sur de meilleures bases budgétaires. Le déficit budgétaire a reculé pour s'établir à 5,4% du PIB, après un taux record de 7,3% en 2012, conséquence de dépenses sociales plus élevées, et de la persistance de l'impact des prix élevés du pétrole et d'une demande d'exportation inférieure à la normale. En 2013, le gouvernement a adopté une politique de réduction des dépenses, procédant à une coupe dans les subventions, descendues à 4,7% du PIB, et réduisant ses dépenses en matière de salaires et de retraites», rappelle OBG dans sa récente publication sur le Maroc.

Chute des prix du pétrole : Une aubaine ...
Pour le cabinet britannique, ces perspectives prometteuses pour 2015 sont en partie à attribuer à des facteurs exogènes. En ce sens, important plus de 90% de ses besoins énergétiques, le Maroc a profité de la récente chute des prix mondiaux du pétrole, une tendance qui devrait se confirmer. Aussi, les dépenses énergétiques ont baissé de 8,3% en glissement annuel entre janvier et novembre 2014, atteignant 85,4 milliards de dirhams. De plus, en décembre, Bank Al-Maghrib a pris la décision inédite d'abaisser son taux directeur deux fois en deux réunions consécutives, dans l'espoir d'encourager les prêts. Le taux directeur a été réduit de 25 points de base en septembre et en décembre, et s'établissait

donc à 2,5% à la fin de l'année 2014. À ce titre, des prêts à la hausse contribueront à stimuler la croissance dans le secteur financier marocain, qui a déjà fait l'objet d'une série de réformes en 2014. En novembre par exemple, le Parlement a donné son approbation définitive au projet de loi de finance islamique, attendu de longue date, qui permettra la création de banques islamiques et offrira aux entreprises privées la possibilité d'émettre des sukuk, une décision qui a déjà attiré l'attention de plusieurs banques du Golfe.

Ambitions africaines
Tandis que le marché intérieur développe son offre, un certain nombre d'initiatives cherche à tirer parti des liens que possède le pays avec des marchés africains à croissance rapide. Pour OBG, le développement de Casablanca Finance City (CFC), qui est une combinaison d'une zone spéciale et d'un quartier financier, contribue à attirer de nouveaux financements et à élargir l'influence régionale du secteur. La zone, qui entre autres objectifs, vise à drainer des capitaux vers les marchés d'Afrique de l'Ouest, a officiellement ouvert ses portes en 2013 et 60 entreprises se sont vu accorder le label CFC, parmi lesquelles un certain nombre d'institutions financières et de prestataires de services professionnels étrangers. Le nombre d'entreprises labellisées devrait passer à 100 d'ici fin 2015.

Un secteur financier à la conquête de l'Afrique
Par ailleurs, à bien des égards, CFC s'inscrit dans le

Pour OBG, le développement de Casablanca Finance City, qui est une combinaison d'une zone spéciale et d'un quartier financier, contribue à attirer de nouveaux financements et à élargir l'influence régionale du secteur.



droit fil d'une tendance croissante dans le secteur des services financiers au Maroc, qui a vu un nombre toujours plus élevé d'institutions acquérir ou ouvrir des filiales en Afrique de l'Ouest. Les trois plus grandes banques du Maroc, Attijariwafa Bank, la Banque Centrale Populaire (BCP) et BMCE Bank ont toutes lancé de nouvelles opérations du Sénégal au Gabon ces dernières années, profitant notamment des efforts déployés par le gouvernement pour renforcer les liens bilatéraux. Sa Majesté le Roi Mohammed VI, accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires, a effectué en mars 2014 un voyage de trois semaines qui l'a mené au Mali, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Gabon, au cours duquel il a signé plusieurs accords de

joint-venture en matière de coopération économique.

Le Maroc mise sur ses richesses naturelles... Les banques et les compagnies d'assurance ne sont pas les seules, loin de là, à consolider leurs liens avec les marchés subsahariens. Le géant marocain des phosphates, l'Office chérifien des phosphates (OCP), prépare son expansion dans la région avec une usine d'engrais à Jorf Lasfar. D'un coût de 600 millions de dollars, elle sera entièrement dédiée aux ventes vers le marché africain. Aussi, selon OBG, les prix des phosphates devraient rester volatils en 2015 en raison d'une production mondiale excédentaire, mais OCP poursuit une campagne d'investissements qui se chiffre à 145 milliards de dirhams jusqu'à 2025, ce qui devrait permettre au pays d'être bien placé lorsque les prix repartiront à la hausse. Les phosphates représentent traditionnellement 10% du PIB marocain et, avec la légère reprise des prix en 2014, l'Office chérifien des phosphates a enregistré

des ventes solides au 3ème trimestre, entraînant une augmentation des recettes totales au cours des neuf premiers mois de 2014 à hauteur de 3% en glissement annuel. Cette hausse s'explique en grande partie par le boom des ventes d'engrais transformés, qui ont grimpé de 63% en glissement annuel, atteignant 1,5 million de tonnes au 3ème trimestre.

... Et ses richesses naturelles futures
Le cabinet britannique rapporte que les compagnies pétrolières internationales ont accéléré l'exploration des réserves inexploitées, mais aussi incertaines, de l'offshore marocain. Le forage d'au moins dix puits offshore est prévu entre 2014 et 2016, soit deux fois plus qu'au cours des dix dernières années, même si certaines compagnies ont obtenu de meilleurs résultats sur des blocs onshore, comme par exemple Circle Oil qui a annoncé mi-décembre une découverte de gaz «considérable» sur son permis onshore de Sebou.